

BCG

LE CENTRE POUR
L'avenir du Canada

Missions pour la prospérité : Libérer l'investissement canadien

NOVEMBRE 2025



INTRODUCTION

Sommaire exécutif

UN APPEL URGENT AU CHANGEMENT

-  **Stagnation de l'investissement**
L'investissement au Canada stagne depuis 2014, mettant fin à une période de croissance de 30 ans (+31 %, +61 % et +38 % par décennie, avant une baisse de -1 %). Les perspectives demeurent limitées en raison de l'incertitude entourant le commerce et l'accès aux marchés.
-  **Déclin généralisé**
Le ralentissement de la croissance se manifeste presque partout — dans 12 des 13 provinces et territoires, 5 classes d'actifs sur 5 et 16 secteurs sur 18.
-  **Un défi proprement canadien**
Au cours de la dernière décennie, le Canada a enregistré une sous-performance marquée non seulement par rapport aux États-Unis, mais aussi face à un ensemble élargi d'économies avancées (G7 + pays nordiques + Australie).
-  **Une plateforme d'action claire et urgente**
Le PIB réel par habitant est resté quasi stable depuis plus de cinq ans. Renverser cette tendance exigera que le Canada surmonte la stagnation de son investissement, lequel représente environ un cinquième du PIB et exerce une influence durable sur la consommation, les dépenses publiques et les exportations nettes.

Source : analyse BCG

LE PIPELINE D'OCCASIONS D'INVESTISSEMENT

- Trois domaines où le Canada peut trouver des opportunités :**
- 1 PASSÉ**
Sous-investissement par rapport au potentiel historique : environ 60 % de la sous-performance de la dernière décennie provient d'un seul secteur : l'exploitation minière et l'extraction de pétrole et de gaz.
Dans chacun de ces domaines, le Canada devrait se fixer des ambitions audacieuses — et si nous :
Retrouvions les niveaux d'investissement de 2014 dans les ressources naturelles : réalisons 10 à 15 grands projets dans quatre filières de ressources (minéraux critiques, gaz naturel liquéfié (GNL), sables bitumineux et pipelines).
 - 2 PRÉSENT**
Sous-investissement par rapport aux pays pairs : si les entreprises canadiennes investissaient au même rythme que celles des États-Unis, le niveau d'investissement serait supérieur de plus de 300 G\$ par an.
Atteignons les taux de croissance des pays pairs dans la propriété intellectuelle (PI) et les machines et matériel (M&M) du secteur privé : accélérions la croissance des investissements privés en PI et en M&M d'environ 1 % aujourd'hui à près de 3 %.
 - 3 FUTUR**
Nouvelles dynamiques favorables à saisir : tendances à forte intensité de capital dans l'intelligence artificielle (IA), la croissance et la décarbonation des réseaux énergétiques, ainsi que dans les projets publics liés à la défense et aux infrastructures.
Égalions la part des pays pairs dans les nouvelles vagues d'investissement : réalisons des investissements par habitant comparables à ceux des pairs dans l'IA, les infrastructures électriques et les investissements publics (p. ex. : défense).

D'ici 2030, ce programme pourrait générer une croissance annuelle supplémentaire des investissements d'environ 140 G\$ et une croissance du PIB d'environ 4,5 %.

LA VOIE À SUIVRE

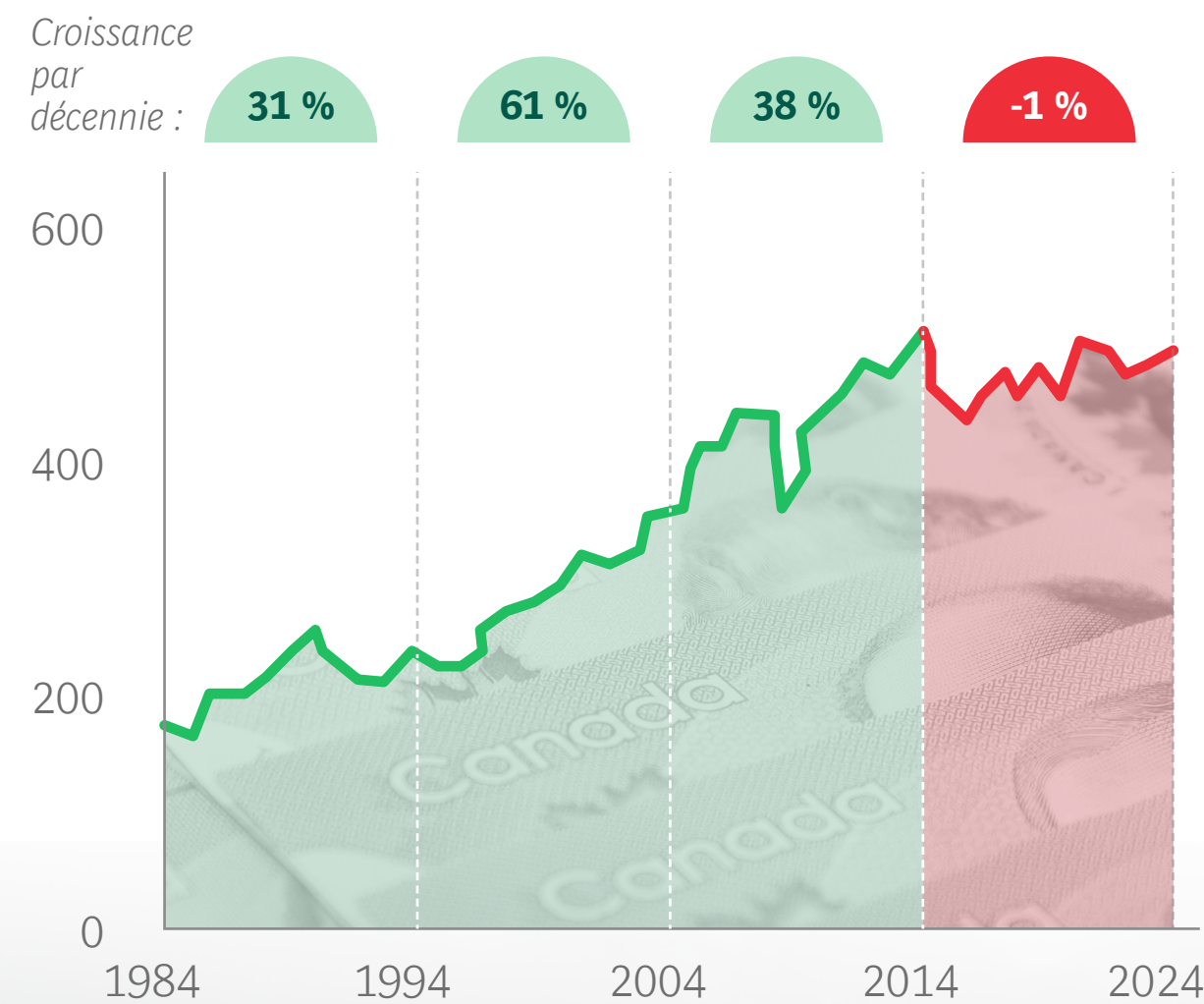
-  **Pour atteindre ces objectifs, le Canada doit s'attacher à devenir**
 - Un endroit où les grands projets sont réalisés rapidement et de manière prévisible.
 - Un endroit où toutes les entreprises sont incitées à investir dans l'innovation.
 - Un concurrent de premier plan pour les capitaux mondiaux dans les secteurs émergents.
-  **Ces ambitions sont réalisables pour le Canada... nous pouvons nous inspirer d'exemples de pays pairs :**
 - L'Allemagne, qui a adopté une législation accélérée pour construire un terminal d'importation de GNL en neuf mois.
 - L'Italie, qui a renversé la stagnation de ses investissements en PI et en M&M grâce à des mesures politiques audacieuses.
 - La Pologne, qui a enregistré une croissance de l'investissement réel environ deux fois plus rapide que celle de ses pairs européens développés depuis le milieu des années 1990, soutenue par des politiques ciblées visant à attirer les capitaux étrangers.

Le Canada connaît depuis une décennie une stagnation généralisée de l'investissement

Investissements au point mort

Les flux d'investissement annuels du Canada ont stagné au cours de la dernière décennie, interrompant la tendance à la hausse et freinant les dépenses de renforcement des capacités qui soutiennent la productivité.

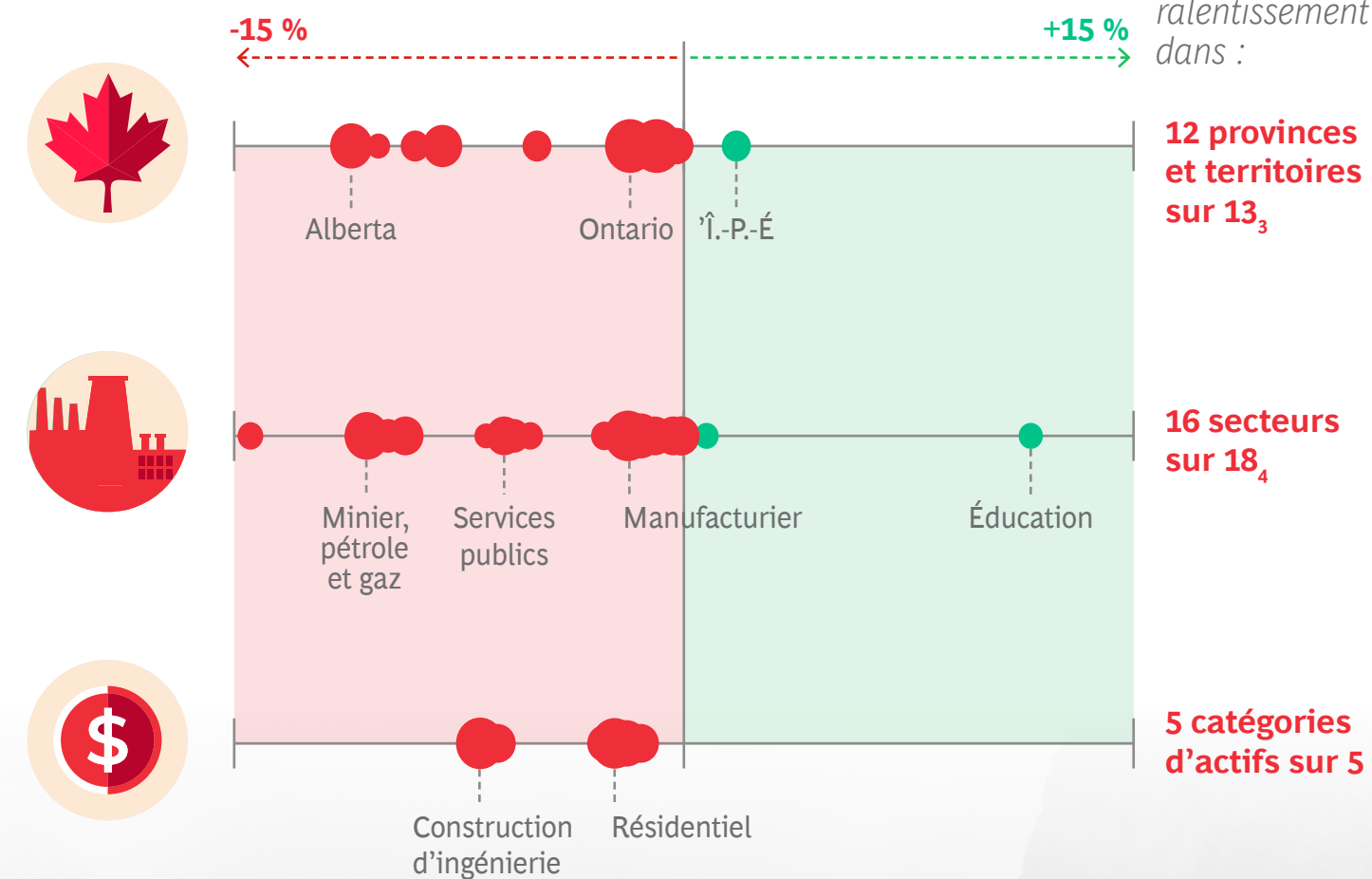
Formation brute de capital fixe (G\$)¹



Faiblesses généralisées

Le ralentissement n'est pas isolé : 12 des 13 provinces et territoires, 16 des 18 secteurs et les cinq catégories d'actifs ont perdu de leur élan.

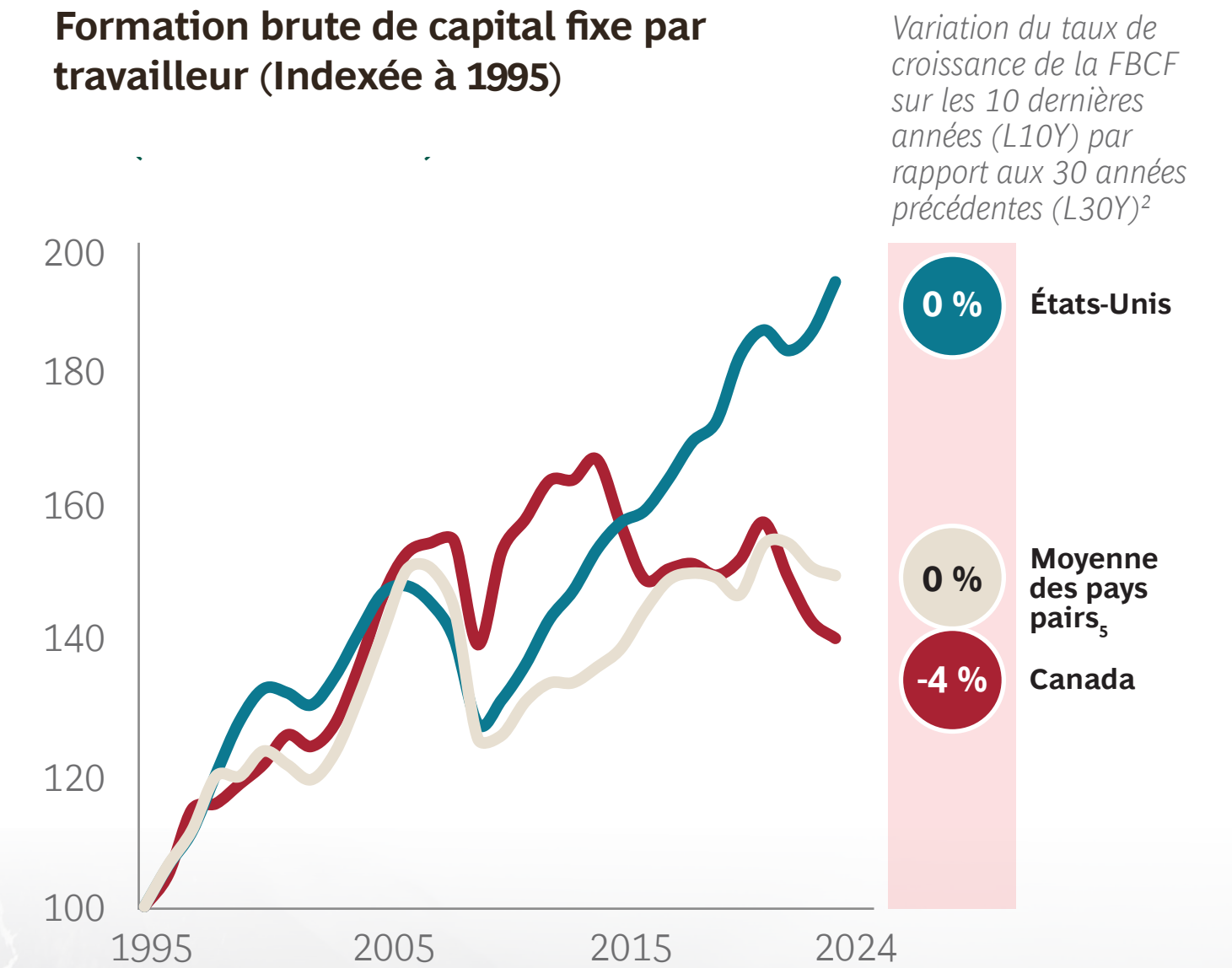
Évolution du taux de croissance de la FBCF au cours des 10 dernières années par rapport aux 30 années précédentes² :



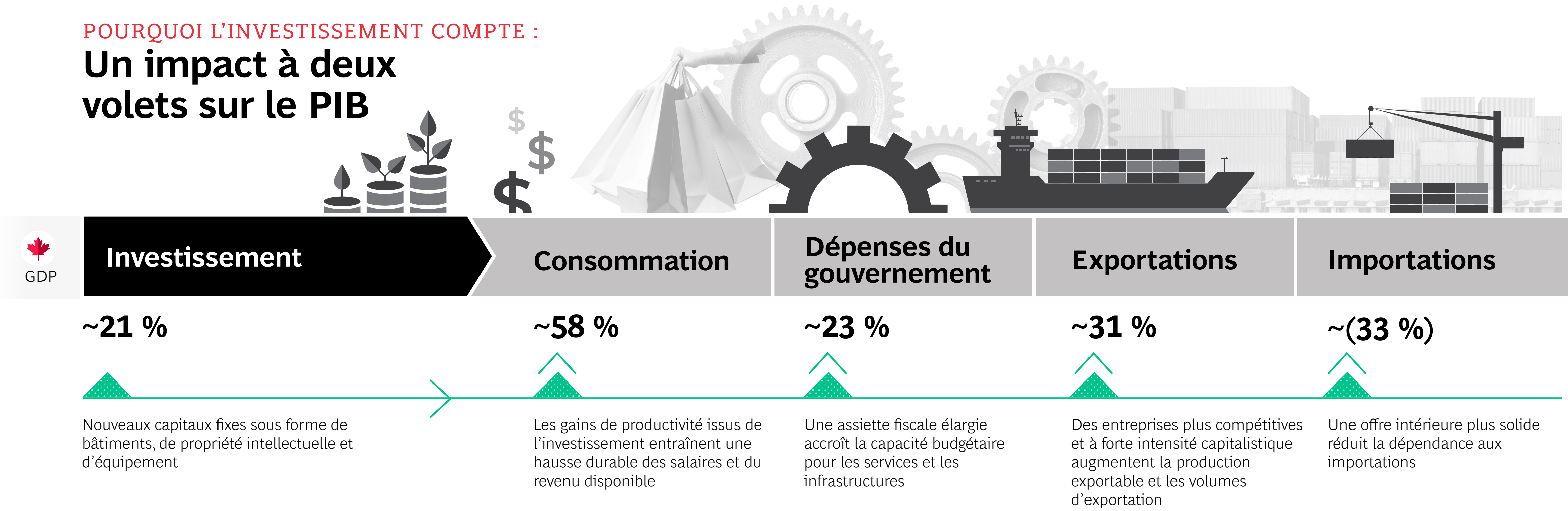
Une réalité propre au Canada

Le Canada accuse un retard important par rapport aux États-Unis — et l'écart n'est pas seulement bilatéral. Un groupe plus large de pays pairs a continué de croître à des rythmes proches des niveaux historiques, tandis que le Canada s'est nettement écarté de cette trajectoire.

Formation brute de capital fixe par travailleur (Indexée à 1995)



POURQUOI L'INVESTISSEMENT COMPTE :
Un impact à deux volets sur le PIB



Impact direct

L'investissement contribue directement à environ un cinquième du PIB chaque année...

Impact indirect

...et il accroît la capacité de l'économie et améliore la productivité au passage, amplifiant ainsi la croissance à long terme.

L'investissement renforce la base productive du Canada : de nouvelles structures, des machines et du matériel, ainsi que de la propriété intellectuelle. Il représente environ un cinquième du PIB total directement, mais l'accumulation de capital, en quantité et en qualité, permet à chaque heure de travail de produire davantage. Cette hausse de la productivité constitue, à long terme, le principal moteur de l'amélioration du niveau de vie.

Ces gains de productivité se propagent dans l'économie et stimulent les autres moteurs du PIB. Les effets d'entraînement sont plus importants lorsque les projets utilisent une forte valeur ajoutée canadienne (p. ex. : acier produit en Ontario plutôt qu'importé). Lorsque les entreprises investissent, elles peuvent mieux rémunérer leurs employés et réduire leurs coûts unitaires, ce qui renforce le pouvoir d'achat des ménages. Des profits et salaires plus élevés élargissent l'assiette fiscale, finançant davantage de services et d'infrastructures sans hausse des taux d'imposition. Les entreprises plus compétitives accroissent leurs exportations et réduisent leur dépendance aux importations dans les secteurs clés.

Pourquoi maintenant? Le retard d'investissement est un problème ancien, mais les risques géopolitiques et le protectionnisme accru des États-Unis, notamment à travers leurs politiques tarifaires, redessinent les chaînes d'approvisionnement mondiales. Pour une économie petite et ouverte comme celle du Canada, la réponse pragmatique consiste à renforcer la résilience et la flexibilité en stimulant davantage l'investissement.

Pour comprendre le défi et cerner les opportunités, nous avons examiné trois volets :

1

PASSÉ

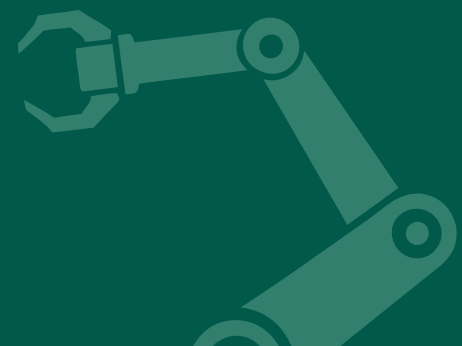
Où le Canada
sous-investit-il
par rapport à
sa tendance
historique?



2

PRÉSENT

Où le Canada
sous-investit-il
par rapport à
ses pays
pairs?



3

FUTUR

Quelles sont
les nouvelles
opportunités
d'investissement
au Canada?



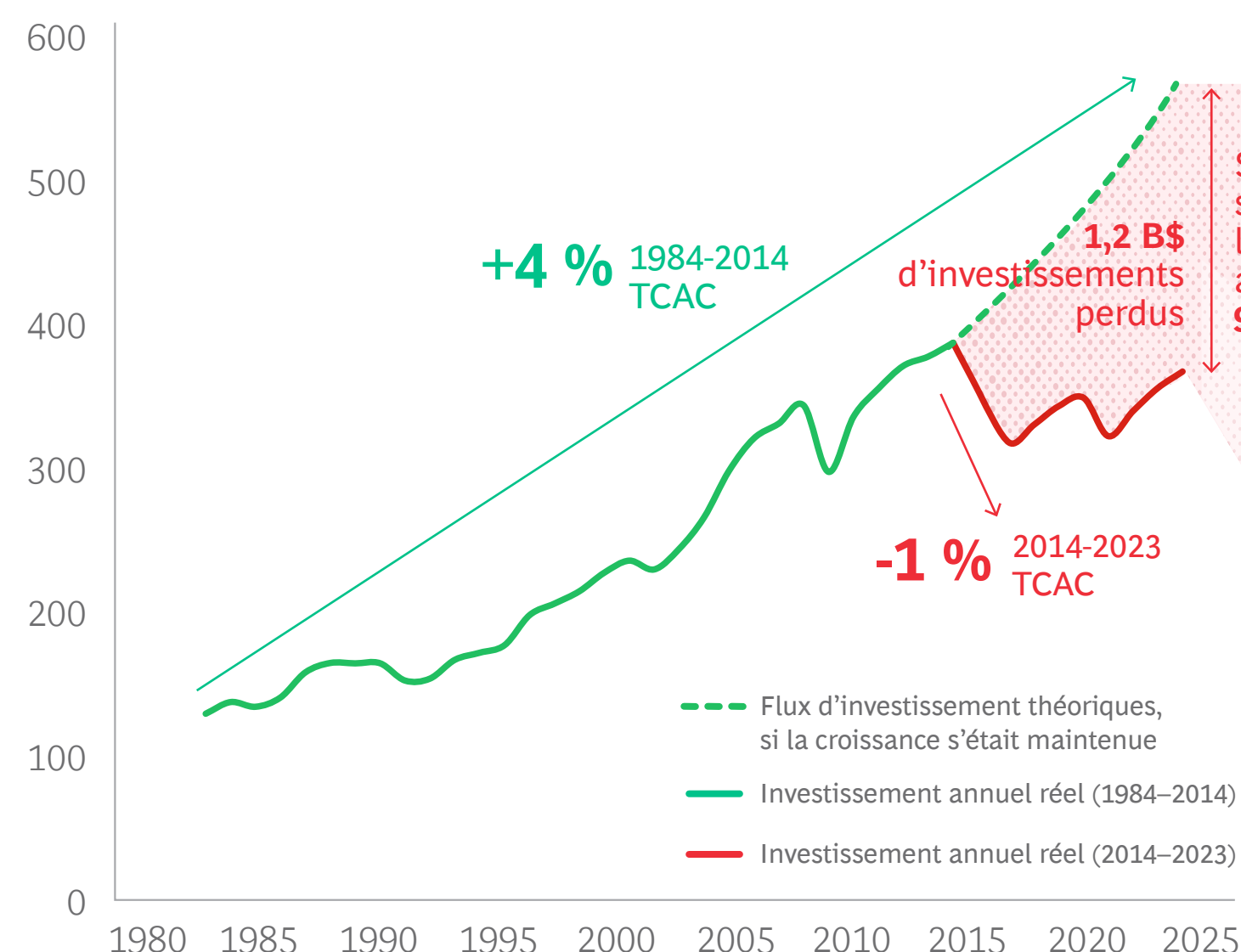
1

PASSÉ : SOUS-INVESTISSEMENT PAR RAPPORT AU POTENTIEL HISTORIQUE

La rupture du Canada avec sa tendance historique a été provoquée par le déclin de l'investissement dans les secteurs minier et de l'extraction de pétrole et de gaz.

La sous-performance du Canada par rapport à sa tendance historique s'est traduite par plus de 1 000 G\$ d'investissements perdus...

Formation brute de capital fixe (FBCF) de 1984 à 2023, excluant les logements résidentiels (G\$¹).



...principalement en raison du ralentissement de la construction d'ingénierie dans les secteurs de la mine et de l'extraction de pétrole et de gaz.

Part de l'« investissement perdu » par secteur, fondée sur le ralentissement de la FBCF sectorielle par rapport à la tendance historique.

58 %
Extraction minière, pétrolière et gazière

Le ralentissement s'explique principalement par la baisse des investissements dans la catégorie d'actifs « construction d'ingénierie », c'est-à-dire la construction physique des mines et des infrastructures connexes.

42 %
Autres secteurs :
Services publics (10 %)
Administration publique (7 %)
Services professionnels (6 %)
Commerce de détail et de gros (5 %)

★ **SCÉNARIO ASPIRATIONNEL « ET SI » :**
Le Canada retrouve d'ici 2030 son niveau d'investissement de 2014 dans les secteurs de la mine, de la carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz.

Source : Statistique Canada, analyse BCG
Remarque : définitions des secteurs et des catégories d'actifs selon Statistique Canada
1. Dollars canadiens enchaînés de 2017



Si le Canada avait maintenu sa trajectoire d'investissement d'avant 2014, le PIB réel serait aujourd'hui environ 9 % plus élevé — en se basant uniquement sur l'investissement, sans même tenir compte des effets indirects sur la consommation et les exportations qui auraient été générés par de nouvelles mines, usines et actifs en propriété intellectuelle. Cela représenterait des milliers de dollars supplémentaires par habitant, une assiette fiscale élargie pour le logement, le transport, les services publics, et une plateforme d'exportation renforcée.

Le déclin a commencé avec la chute du prix du pétrole en 2014. Les dépenses en capital dans le secteur des ressources ont chuté brutalement et, contrairement aux cycles précédents, l'investissement ne s'est jamais pleinement rétabli. L'écart cumulé entre les niveaux d'investissement réels et la tendance historique atteint maintenant plus de 1 000 G\$. Le Canada n'a pas su tirer parti de multiples occasions pour relancer l'investissement dans ses ressources naturelles et élargir son impact économique global.

Pour retrouver cette dynamique, il faut s'attaquer aux causes profondes du ralentissement : relancer les projets à forte valeur ajoutée tels que les sables bitumineux et les pipelines, tout en accélérant la croissance dans les filières émergentes à fort potentiel — comme le GNL et les minéraux critiques. Un scénario ambitieux consisterait à retrouver les niveaux d'investissement de 2014 en lançant de grands projets dans ces filières stratégiques.

2

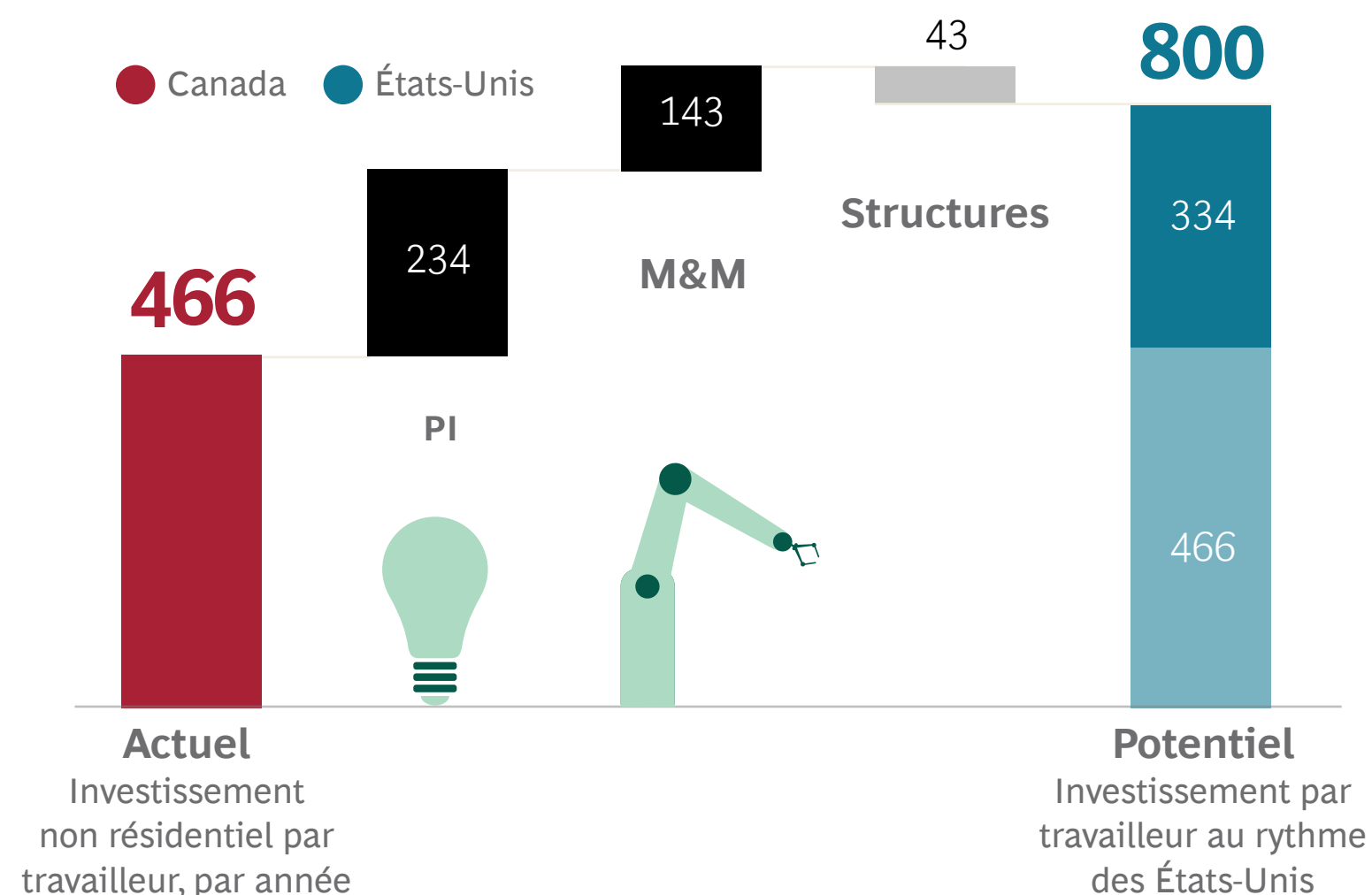
PRÉSENT : SOUS-INVESTISSEMENT PAR RAPPORT AUX PAYS PAIRS

Les IP et M&M expliquent à elles seules un écart d'investissement annuel de plus de 300 G\$ avec les États-Unis, touchant de nombreux secteurs.

L'écart avec les États-Unis (et plusieurs autres pays pairs) s'explique par un retard croissant des investissements en IP et en M&M.

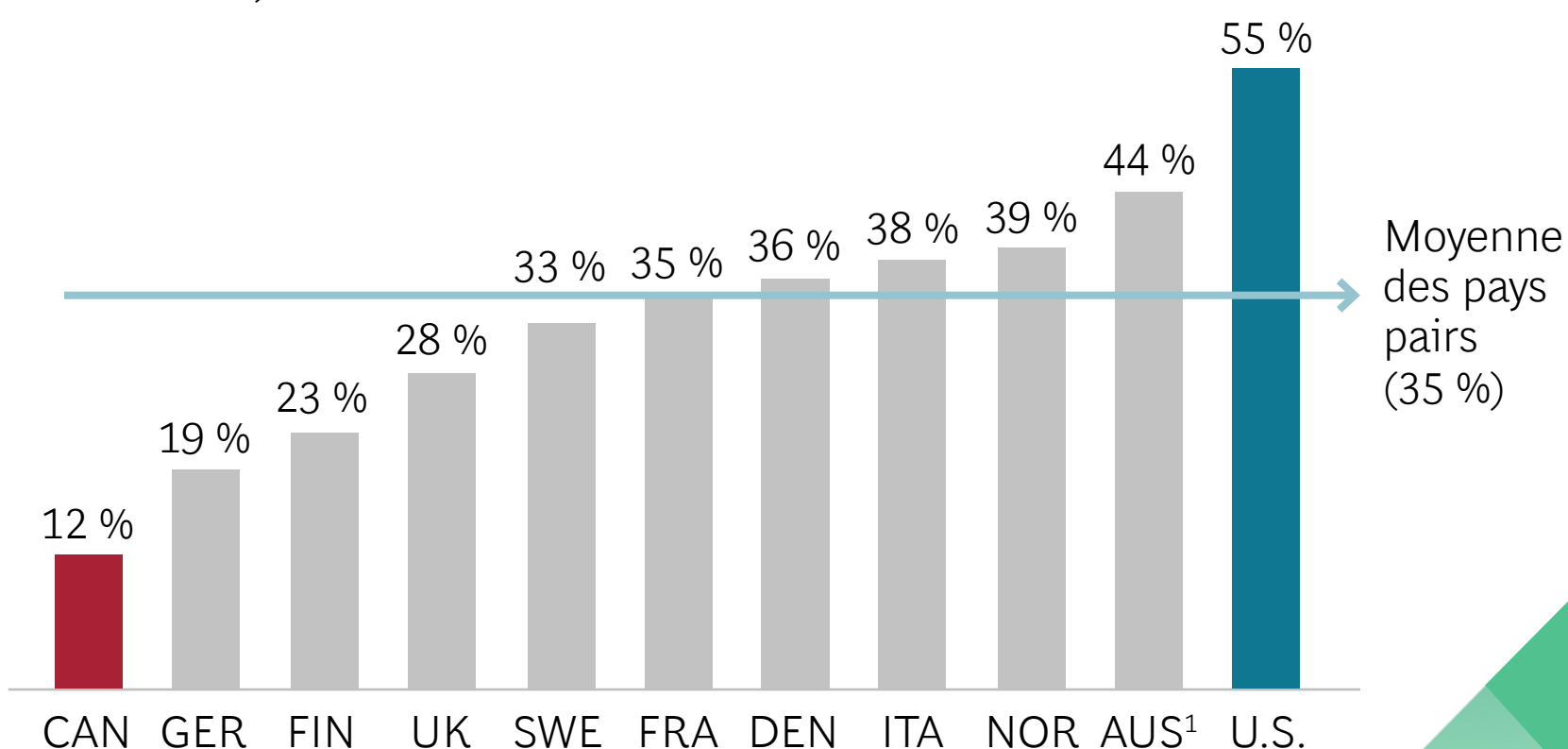
Si les entreprises du secteur privé canadien investissaient au même rythme que leurs homologues américaines, l'investissement serait supérieur **de plus de 300 G\$**.

Investissement total (en dollars canadiens courants, G\$)



La croissance des investissements du Canada dans les IP et les M&M au cours de la dernière décennie **a été la plus** faible parmi les pays pairs.

Croissance des investissements en IP et en M&M au cours de la dernière décennie (croissance totale en % de 2014 à 2024)



Le Canada présente un important déficit d'investissement par travailleur par rapport aux États-Unis. Si les entreprises privées canadiennes investissaient au même rythme que leurs homologues américaines, les investissements annuels non résidentiels seraient supérieurs de plus de 300 G\$. Cet écart est concentré dans la propriété intellectuelle et les machines et matériel, et ce retard n'est pas uniquement bilatéral. Le Canada accuse un retard par rapport à l'ensemble de ses pairs en matière de croissance dans ces catégories d'actifs au cours de la dernière décennie.

Ce phénomène ne se limite pas à la Silicon Valley : il est observable dans les secteurs traditionnels. Dans la finance, les banques américaines ont modernisé plus tôt leurs systèmes centraux et adopté le nuage informatique. Dans le commerce de détail, les grandes chaînes américaines ont déployé plus rapidement des systèmes d'automatisation des entrepôts et de gestion en temps réel des stocks. Dans le secteur manufacturier, l'adoption de la robotique, des capteurs et des machines-outils modernes demeure en retard. Combler complètement cet écart à court terme serait irréaliste.

L'objectif n'est donc pas d'atteindre la parité immédiate, mais plutôt d'amorcer une phase d'investissement plus rapide et plus intelligente afin de réduire l'écart, d'augmenter les salaires et d'améliorer la rentabilité. En partant d'une base plus faible, le Canada pourrait viser à égaler le taux de croissance moyen des pays pairs observé au cours de la dernière décennie, en orientant davantage ses dépenses vers la propriété intellectuelle et les machines et matériel, tout en s'appuyant sur les tendances déjà consolidées chez des pays comme les États-Unis.



SCÉNARIO ASPIRATIONNEL « ET SI » :

Le Canada égale la croissance récente des pays pairs en IP et en M&M au cours des cinq prochaines années.

Source : OCDE, analyse BCG
1. Australie

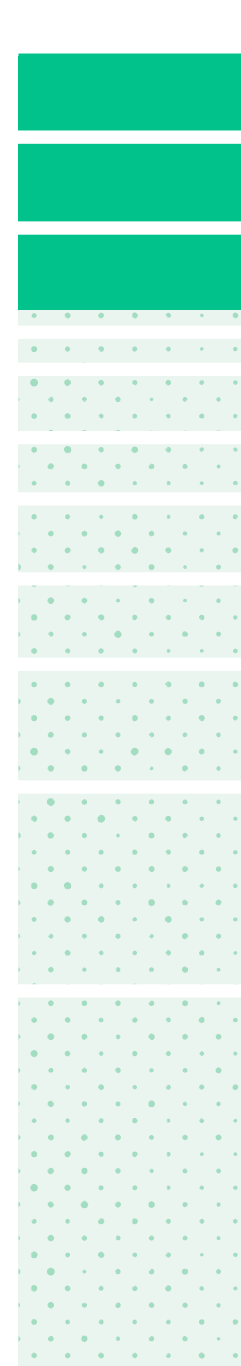
3

FUTUR : OCCASIONS ÉMERGENTES

Trois tendances favorables en matière d'investissement

Au-delà de la croissance organique de la base d'investissement,

le **Canada peut saisir de nouvelles opportunités pour provoquer un changement d'échelle dans l'investissement.**



IA Infrastructure et adoption

L'IA transforme les secteurs de l'économie. Son déploiement à grande échelle nécessitera des investissements massifs dans les infrastructures informatiques (centres de données, énergie, terrains) et dans l'adoption de la propriété intellectuelle par les entreprises, qui devront adapter leurs modèles d'affaires et leurs processus de travail.

Exemple de pair : les États-Unis devraient attirer environ 1,8 billion \$ US d'investissements dans les centres de données d'ici 2030, dépassant déjà largement le rythme de construction canadien.

RÉSEAU Expansion et décarbonation

La demande d'électricité est appelée à croître, stimulée par l'IA et l'électrification. Le Canada s'est engagé à atteindre un réseau et une économie carboneutres d'ici 2050, ce qui crée une double nécessité : étendre et décarboner le réseau, ce qui exigera des investissements importants.

Exemple de pair : le Canada devra doubler sa capacité de production d'électricité d'ici 2050, mais la production totale annuelle a diminué de 3 % depuis 2013.

INVESTISSEMENTS FÉDÉRAUX Réalisation des grands projets publics : défense, commerce et infrastructures de transport

Le Canada s'est engagé à atteindre l'objectif de l'OTAN de consacrer 5 % du PIB aux dépenses de défense d'ici 2035, tout en investissant dans l'offre de logements, la diversification des routes commerciales et de transport — autant de domaines nécessitant des investissements majeurs dans de nouvelles capacités et infrastructures.

Exemple de pair : l'OTAN fixe un objectif minimum de 20 % des dépenses de défense consacrées à l'investissement en équipement. Le Canada se situe à 19 %, contre 51 % en Pologne, ce qui signifie moins d'investissement par dollar dépensé.

Trois domaines offrent une occasion unique de changer d'échelle en matière d'investissement, en complément de la base existante du Canada : l'intelligence artificielle (IA), le réseau énergétique et les investissements fédéraux.

IA : Infrastructure et adoption

Le déploiement de l'IA exige des centres de données à forte intensité de capital, ainsi que des investissements à l'échelle des entreprises dans la propriété intellectuelle et la reconception des processus de travail. Le climat plus froid du Canada et son électricité à faible émission de carbone constituent des atouts naturels. Les capitaux mondiaux affluent déjà vers l'infrastructure liée à l'IA à grande échelle — le Canada doit se positionner pour capter une part significative de cette vague d'investissement.

Réseau : Expansion et décarbonation

La demande liée à l'IA et à l'électrification nécessitera des investissements soutenus dans la production d'électricité, la transmission longue distance et la distribution locale. Le Canada est déjà un chef de file mondial en électricité propre. Poursuivre l'investissement est essentiel pour maintenir cet avantage, respecter les engagements climatiques et répondre à la demande croissante.

Fédéral : Réalisation des grands investissements

Le contexte géopolitique actuel est déterminant. Le Canada doit respecter ses engagements en matière de défense et œuvrer à diversifier les corridors commerciaux afin de générer des opportunités économiques durables. Bien exécutée, cette stratégie pourrait stimuler l'investissement privé à long terme et renforcer la position du Canada comme acteur majeur de la croissance économique durable.



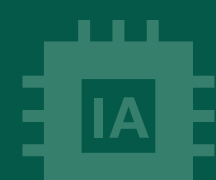
**SCÉNARIO
ASPIRATIONNEL « ET SI » :**
Le Canada atteint la même part d'investissement que ses pairs dans les tendances émergentes au cours des cinq prochaines années.

Source : Analyse BCG, Institut canadien de l'immobilier, Électricité Canada, OTAN
1. Basé sur les exigences en capital d'ici 2030 selon le scénario STEPS de l'AIE.

Égaler l'investissement par habitant de l'Europe et des États-Unis dans les centres de données liés à l'IA

Accroître les investissements dans la production et la distribution d'électricité au rythme attendu par les pays pairs¹

Atteindre un taux de dépenses et d'investissement en équipement de défense conforme à celui des pays de l'OTAN, et respecter les engagements en matière de commerce et d'infrastructures de transport

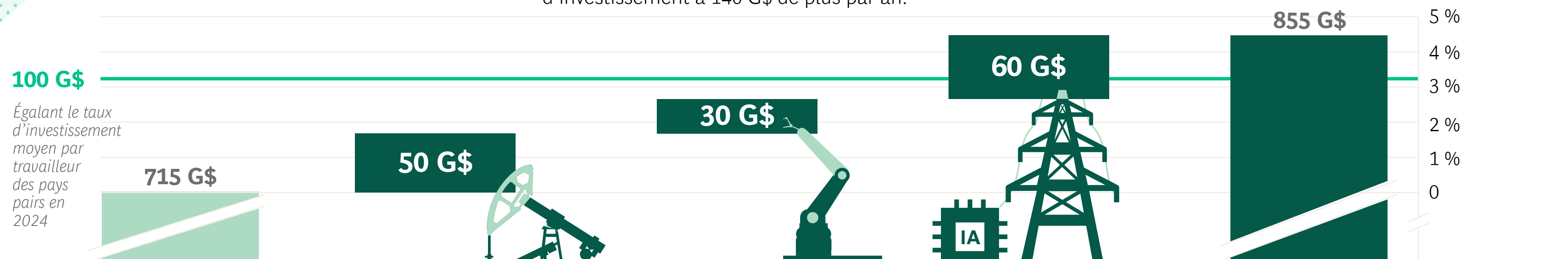


TROIS LEVIERS
ASPIRATIONNELS
POURRAIENT
PRODUIRE DES
RÉSULTATS
CONCRETS

Une croissance annuelle des investissements d'environ 140 G\$ d'ici 2030, ajoutant près de 4,5 % au PIB et plaçant le Canada au-dessus du niveau d'investissement de ses pairs

Flux annuels d'investissement en capital fixe (G\$)

L'investissement annuel s'élève actuellement à environ 715 G\$. D'ici 2030, ce programme ambitieux pourrait porter les niveaux d'investissement à 140 G\$ de plus par an.



Actuel

Levier 1

Levier 2

Levier 3

2030

SCÉNARIO
ASPIRATIONNEL
« ET SI » :

À quoi cela
ressemblerait :

Atteindre le sommet historique du secteur des ressources naturelles

Réaliser 10 à 15 grands projets dans quatre filières de ressources d'ici 2030 (minéraux critiques, GNL, sables bitumineux et oléoducs), chacun nécessitant un investissement en capital sur cinq ans.

Atteindre la croissance récente des pays pairs dans les catégories d'actifs où le Canada a le plus de retard

Stimuler la croissance des investissements du secteur des entreprises dans la PI et les M&M pour égaler les taux moyens de croissance des pairs observés au cours de la dernière décennie (c.-à-d. d'environ 1 % à près de 3 %), en saisissant les occasions dans les secteurs à l'origine de la majorité de l'écart actuel : technologies de l'information, fabrication, finance et commerce de détail.

Aligner la part d'investissement du Canada sur celle des pays pairs dans les nouvelles opportunités

Technologies en croissance :

IA : Mégaler l'investissement par habitant dans les centres de données de l'UE et des États-Unis (>6 GW de capacité)¹.

Réseau électrique : Gaccroître les investissements dans la production et la distribution d'énergie en ligne avec les prévisions de l'AIE (+~40 % par rapport à aujourd'hui).

Engagements sociétaux :

Dépenses publiques : atteindre 3 % du PIB en dépenses de défense (en voie vers 5 % de l'OTAN d'ici 2035) avec un taux d'investissement en équipement de 35 % ; respecter les engagements électoraux relatifs au commerce, aux transports et au logement, et maintenir le taux d'investissement dans les infrastructures commerciales et de transport.

Remarque : suppose que la formation brute de capital fixe (FBCF) de référence demeure inchangée entre 2025 et 2030.

Voici l'ampleur de ce qui est en jeu. Si le Canada active trois leviers en parallèle — le développement des ressources, les investissements en IP et en M&M, et la valorisation des tendances à forte intensité de capital — la formation annuelle de capital pourrait augmenter de plus de 110 G\$ d'ici 2030, soit environ 3,5 % du PIB. Ensemble, ces mesures permettraient d'aligner le taux d'investissement du Canada sur celui des économies comparables. À travers ces leviers, le Canada aurait l'occasion de rattraper son retard dans les ressources, la PI, les M&M et les engagements sociaux clés, tout en attirant des capitaux vers des domaines émergents tels que l'IA et la production d'énergie.

Levier 1 :

Le nouvel accent mis au niveau national sur la réalisation de grands projets est bien fondé. Un seul projet d'envergure — comme un terminal de GNL, une mine ou un corridor énergétique — peut ajouter jusqu'à 0,5 % du PIB en dépenses d'investissement pendant les années de pointe et stimuler la croissance à long terme.

Levier 2:

Si le Canada atteint la croissance des pays pairs, cela permettra de dégager d'importants gains de productivité et d'exportations. Ces investissements renforceront la compétitivité dans les secteurs des TIC, de la fabrication, du commerce de détail et des services financiers.

Levier 3:

La croissance de l'infrastructure liée à l'IA, l'expansion des réseaux énergétiques et les projets d'investissement fédéraux représentent une occasion de transformation majeure, capable d'établir de nouvelles plateformes de croissance et de positionner le Canada pour la prochaine ère de leadership économique.

Source : OCDE, Statistique Canada, analyse BCG

1. Selon le rapport du BCG : Breaking Barriers to Data Center Growth

2. Selon le rapport du BCG : How Canada Can Get the Most Out of Its Defense Spending Surge

Quels leviers le Canada peut-il actionner pour atteindre ces ambitions ?

Atteindre le sommet historique du secteur des ressources naturelles

Pour atteindre cet objectif, le Canada doit

Devenir un endroit où les grands projets sont réalisés rapidement et de manière prévisible.



Pourquoi c'est important

Les projets énergétiques et d'infrastructure exigent d'importants capitaux initiaux et des périodes de remboursement longues. Si les échéanciers sont incertains ou les risques mal définis, les investisseurs se tournent ailleurs. La rapidité et la prévisibilité peuvent aider à mobiliser ces capitaux.

Exemples de leviers pour réaliser cette ambition :

- Délais d'autorisation rapides et cohérents
- Capacité de mise en œuvre suffisante (par exemple, main-d'œuvre)
- Responsabilités juridictionnelles bien définies
- Politique carbone stable et certitude des prix

Etc.

Atteindre la croissance récente des pays pairs dans les catégories d'actifs où le Canada a le plus de retard

Devenir un endroit où toutes les entreprises sont incitées à investir dans la PI et les M&M.



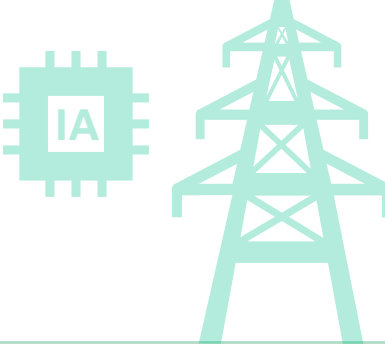
Les écarts d'investissement par travailleur au Canada offrent un fort potentiel de croissance. Rediriger les capitaux vers la PI et les M&M permettra d'accélérer l'adoption technologique, d'améliorer la productivité et d'augmenter les salaires ainsi que la compétitivité.

- Crédits d'impôt à l'investissement attractants
- Amortissement accéléré (DPA)
- Régime fiscal défini pour les brevets et l'innovation
- Financement adéquat pour la mise à l'échelle et les PME

Etc.

Aligner la part d'investissement du Canada sur celle des pays pairs dans les secteurs émergents

Devenir un concurrent de premier plan pour les capitaux mondiaux dans les secteurs émergents.



Les secteurs à forte intensité de capital, comme l'intelligence artificielle (IA), nécessitent à la fois des investissements et une expertise. Lorsque les capitaux circulent librement et de manière prévisible vers ces secteurs, cela accélère la croissance, renforce la concurrence et aide les entreprises canadiennes à atteindre une échelle mondiale.

- Création de « zones d'investissement spéciales » avec des conditions avantageuses
- Cadres fiscaux et réglementaires attractifs
- Seuils d'examen des investissements clairement définis
- Missions internationales régulières d'investissement et de commerce avec offres et demandes ciblées

Etc.

+ Analyse des leviers à la page suivante, avec des exemples sélectionnés de pays pairs



Ces ambitions ne deviendront pas réalité sans un changement en profondeur. Le monde se tourne de plus en plus vers le Canada comme destination pour les capitaux, à un moment où les bouleversements géopolitiques rendent de nombreux marchés traditionnellement attractifs moins prévisibles. Pour saisir cette occasion, le Canada doit rendre l'investissement plus rapide, plus prévisible et plus attrayant.

Cela commence par une meilleure exécution des projets. Des échéanciers clairs, des autorisations parallèles, une politique carbone stable et des partenariats significatifs avec les communautés autochtones sont essentiels pour faire passer les projets de la conception à la construction — appuyés par une main-d'œuvre qualifiée et une planification efficace des effectifs.

Le Canada doit également envoyer un signal fort et cohérent aux entreprises qui investissent dans la productivité. Des incitatifs pluriannuels pour l'équipement, les logiciels et l'automatisation peuvent encourager les entreprises à passer du projet pilote au déploiement, contribuant ainsi à réduire l'écart de compétitivité avec les pairs mondiaux.

Enfin, le Canada doit renforcer sa position comme destination privilégiée pour les capitaux mondiaux. Cela signifie des règles stables, des institutions réactives et une voie claire pour l'investissement — surtout dans les secteurs à forte intensité de capital où la rapidité et la clarté sont déterminantes.

Comment le Canada peut-il concrétiser ces ambitions?

Dans chacun de ces leviers, il existe des exemples de chefs de file mondiaux dont nous pouvons nous inspirer : l'Australie pour la construction à grande échelle de projets de GNL, les États-Unis pour la croissance soutenue des investissements en PI, et Singapour pour sa capacité exceptionnelle à attirer les capitaux étrangers. Ici, nous mettons toutefois en lumière trois exemples inspirants européens qui ont fait face à des défis d'investissement similaires à ceux du Canada et ont su trouver des solutions pour obtenir de meilleurs résultats.

Accélérer les autorisations pour réaliser les projets rapidement et de manière prévisible

L'Allemagne a construit le terminal d'importation de GNL de Wilhelmshaven en seulement neuf mois, à la suite des coupures d'approvisionnement en gaz russe — deux principes clés ont été déterminants :

- **Législation accélérée** : la LNG Acceleration Act allemande a permis des approbations et exemptions coordonnées et rapides afin de répondre à l'intérêt public en situation d'urgence.
- **Approche de construction novatrice** : l'unité flottante de stockage et de regazéification (FSRU) a été construite hors site, puis amarrée dans un port existant pour accélérer les délais de mise en service.

Concurrencer pour attirer les capitaux mondiaux

Depuis le milieu des années 1990, la Pologne a enregistré une croissance de l'investissement réel environ deux fois plus rapide que celle de ses pairs européens développés, soutenue par des politiques ciblées visant à attirer les investissements étrangers en capital fixe.

- **Les zones économiques spéciales** ont permis la création de régions dédiées pour encourager l'investissement en capital fixe dans des secteurs clés (p. ex. : exemptions fiscales, autorisations accélérées).
- **Les incitatifs à la réinjection** des bénéfices ont offert un traitement fiscal avantageux (p. ex. : exemptions fiscales), encourageant les investisseurs étrangers à réinvestir leurs profits dans le capital fixe.

Utiliser les incitatifs fiscaux pour stimuler l'investissement

La sortie de l'Italie de la stagnation de l'investissement post-2008 a été en partie soutenue et facilitée par des incitatifs ciblant les actifs favorisant la productivité : M&M, logiciels et PI.

- **Le suramortissement des M&M**, instauré à partir de 2017 (base de 140 % à 250 %), a relancé les dépenses d'investissement (CapEx) avant de céder la place, à partir de 2020, à des crédits d'impôt pluriannuels simplifiés (taux maximal d'environ 50 % pour les M&M admissibles), accompagnés de listes d'actifs claires.
- **Pour la PI**, une politique d'incitatifs sur mesure a mieux ciblé les actifs incorporels — un crédit d'impôt R-D renouvelé et une Patent Box révisée, offrant une super-déduction de 110 % pour les dépenses de R-D admissibles

Un appel à l'action pour le Canada

Regardons autour de nous : nos pairs agissent — ils lèvent les obstacles, mobilisent le capital et transforment leurs ambitions en actifs. Le point commun est la détermination. Le Canada doit en faire autant — en s'inspirant sans complexe des réussites d'ailleurs, en les adaptant à son propre contexte et en les mettant en œuvre avec rigueur.

Nous devons appliquer les leçons tirées de nos pairs à travers un prisme résolument canadien : débloquer les projets prioritaires grâce à des approbations centralisées, des conceptions normalisées et des échéanciers fermes ; honorer les droits autochtones par le partenariat et l'équité ; réagir aux transformations profondes de l'économie nord-américaine, marquée par les droits de douane et les règles de contenu local ; préparer le réseau — production, transport, interconnexions — afin que l'industrie, le logement et l'IA puissent se développer ; et cibler les incitatifs vers les actifs où le retard est le plus marqué — la PI et les M&M.

Le moment est venu de transformer l'incertitude actuelle en résilience, en compétitivité et en croissance durable.

Autres publications du Centre de l'avenir du Canada

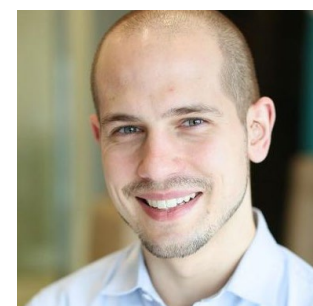
[Cliquez ici](#) pour consulter d'autres rapports du Centre de l'avenir du Canada de BCG.

Remerciements

Merci pour les contributions importantes de Kilian Berz, Eric Sullivan, Kate Banting, Carter Cissell, Anguel Dimov et Mitch Code.

Pour toute question ou tout commentaire concernant cette publication ou notre travail, veuillez communiquer avec [Terence Smith](#).

Les auteurs



TERENCE SMITH

Directeur du Centre pour l'avenir du Canada du BCG



KATHLEEN POLSINELLO

Directrice générale et partenaire, responsable du système BCG Canada



KILIAN BERZ

Directeur général et associé principal, Vice-président mondial associé des institutions financières



DARWIN SMITH

Directeur général et partenaire, responsable de bureau du BCG Calgary



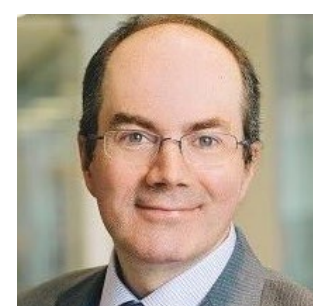
NINA ABDELMESSIH

Directrice exécutive de la gestion des affaires, BCG Canada



ADAM GORDON

Directeur général et partenaire, responsable de bureau du BCG Toronto



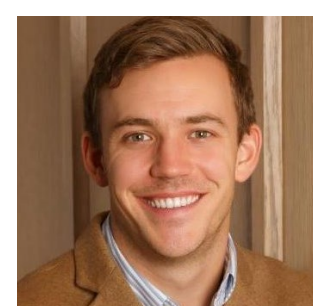
KEITH HALLIDAY

Partenaire et directeur associé, Commerce mondial et investissement



CHRISTINE WURZBACHER

Directrice générale et partenaire, responsable de bureau du BCG Montréal



TOM HANSEN

Partenaire, Calgary

